

Propositions de motions d'orientation et campagnes AG 2014

Motions d'orientation page 3

N° 1 - Pour une communication positive, axée sur la promotion des solutions pour sortir du nucléaire

par SDN Paris + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

N° 2 - Convergence

par Collectif Stop-EPR ni à Penly ni ailleurs + SDN 27

N° 3 - Soutenir et amplifier la lutte à Bure

par Collectif SDN Allier (03) + EODRA + Bure Stop 55 + Conseil d'administration

N° 4 - Mise en place d'une commission de scientifiques afin de lancer une réflexion pour que le Réseau adopte un positionnement sur le devenir des déchets radioactifs et des centrales en démantèlement

par Stop Fessenheim + CSFR + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs

N° 5 - Les conséquences sanitaires du nucléaire

par SDN 27 + Collectif Stop-EPR ni à Penly ni ailleurs

N° 6 - Motion création d'un comité stratégique

par Solaire 2000

N° 7 - Le Réseau doit adopter la revendication d'arrêt immédiat et définitif du nucléaire

par Tchernoblaye

Actions / Campagnes page 10

N° 8 - Prolongation de la campagne « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! »

par SDN 34 + SDN 26/07 + SDN 11 + Conseil d'administration

N° 9 - Promotion des alternatives pour la sortie du nucléaire

par SDN Paris + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

N° 10 - Vieillesse des réacteurs : empêcher la prolongation du risque !

par Amis de la Terre Midi-Pyrénées

N° 11 - Pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans

par Les Alternatifs (France) + A.V.E.N.I.R (84) + Collectif National Stop Melox (49) + Collectif Ende Doman (32) + SDN Moselle (57) + Tchernoblaye (33) + SDN Touraine (37) + Association AMPER (57) + Nature et vie (67) + SDN Diois (26) + Csdn 79

N° 12 - Pour une campagne pour l'arrêt des centrales nucléaires de plus de 30 ans

par SDN Sud-Ardeche (07) + SDN 26-07

N° 13 - Pour un n° d'Atomes crochus "inventaire des bassins de lutte"

par SDN Lot

N° 14 - le Réseau développe une dynamique d'action contre le nucléaire militaire

par Armes nucléaires STOP + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs + Maison de Vigilance + Union pacifiste + SDN Paris (SNP) + Nagasaki-Hiroshima-Flamanville, c'est nos villes + Les Alternatifs + SDN26-07 + Amis de la Terre-Belgique + Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté + CANVA + MAN + Conseil d'administration

N° 15 - Campagne d'interpellation pendant les élections européennes : "une Europe sans arme nucléaire"

par Armes nucléaires STOP + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs + Maison de Vigilance + Union pacifiste + SDN Paris (SNP) + Nagasaki-Hiroshima-Flamanville, c'est nos villes + Les Alternatifs + SDN26-07 + Amis de la Terre-Belgique + Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté + CANVA + MAN

N° 16 - Exiger un référendum pour abolir les armes nucléaires

par ACDN + Collectif Stop-EPR ni à Penly ni ailleurs + SDN Lot + A.V.E.N.I.R + CSDN 79

N° 17 - Action aux côtés des mouvement antinucléaires indiens, accompagné de la réalisation d'un film documentaire et d'un support sur le web (recherche-action)

par Bien Profond

N° 18 - Campagne 100 ronds points

par Solaire 2000

N° 19 - Cibler les décisionnaires et faiseurs d'opinion

par SDN Paris (SNP) + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

N° 20 - Communication dans les écoles

par SDN Paris (SNP) + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

Autres page 26

N° 21 - Réhabilitation des militants exclus de façon violente et injustifiée en 2010

par Tchernoblaye + SDN Moselle

Rappel : Il sera demandé aux participants à l'AG de se prononcer sur la recevabilité des propositions présentées dans ce document avant de procéder au vote pour chacune d'entre elles. Le Conseil d'administration a émis un avis sur la recevabilité des textes qui reste la décision de l'AG.

Article 12.9 du Règlement intérieur : Recevabilité des propositions soumises au vote

– *Question de recevabilité :*

La "question de recevabilité" permet à tout inscrit d'exprimer qu'à ses yeux la proposition soumise au vote est mauvaise dans la forme. Seuls sont concernés les cas suivants, dont la liste est limitative :

- la proposition n'est pas conforme aux statuts, au règlement intérieur ou à toute autre disposition légale ou réglementaire qui s'impose au Réseau "Sortir du nucléaire" ;*
- la proposition contredit une décision prise précédemment au cours de la même Assemblée générale, sans que cette contradiction soit explicitement exposée ;*
- la proposition est formulée de façon incorrecte ou incompréhensible.*

Motions d'orientation

N°1

**Pour une communication positive,
axée sur la promotion des solutions pour sortir du nucléaire**
SDN Paris + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

Arguments et considérants :

Considérant qu'une grande majorité des politiques au pouvoir depuis le lancement des programmes nucléaires civils et militaires, imposent aux français cette industrie et les dangers et risques qui y sont liés, sans aucune légitimité démocratique, et ne changera son fusil d'épaule que sous la pression du peuple ;

Considérant que la presse de ce pays, contrôlé par les plus grosses puissances financières et industrielles, est aussi grandement financée par les revenus des campagnes de publicités des entreprises œuvrant dans le domaine du nucléaire ;

Considérant que l'émoi suscité dans l'opinion publique par la catastrophe de Fukushima semble être retombé, et ce, notamment à cause de la désinformation à la fois des politiques et des médias ;

Il faut aujourd'hui, trouver le moyen de fédérer le plus grand nombre pour pousser les responsables à agir pour la sortie du nucléaire par une réelle transition énergétique écologique.

Aussi compte tenu du peu de temps et d'espace médiatique que les moyens du réseau permettent d'avoir, il est de la plus grande importance que la communication soit la plus efficace possible.

Or : La dénonciation, la critique, le démontage des arguments, même les moins fondés des parties « adverses », est beaucoup trop chronophage, engendre des débats stériles où chaque partie campe sur ses positions, et ne laisse pas le temps de présenter les solutions alternatives. La mise en lumière et la dénonciation des risques, de l'impact des activités liées au nucléaire sur la santé et l'environnement, parce que anxiogène, et que le déni l'emporte sur la raison, ne permet pas de rallier les citoyens à notre volonté d'un monde sans nucléaire.

De plus, si l'on se réfère à ce qui se fait de plus efficace en matière de propagande et de communication, ce sont toujours les idées et les images porteuses de joie et d'espoir qui sont utilisées pour faire passer une idée ou vendre un produit.

Dans cette optique nous proposons que la communication du Réseau soit beaucoup plus axée sur les solutions pour sortir du nucléaire et faite de manière à présenter les aspects positifs d'une sortie du nucléaire de ce qui se fait déjà dans d'autres pays, par de réelles mesures d'économie d'efficacité et le recours aux ENR. Par exemple : ne plus dire « les centrales vont nous péter à la gueule comme à Fukushima » mais « capter l'énergie du soleil, du vent, des marées, des fleuves fait appel à des techniques sans risque pour l'environnement » ou encore « moins de consommation d'énergie c'est moins de nuisances et moins de risques »...

Cette campagne d'information basée sur la promotion des alternatives ne remet bien sûr pas en question les autres communications faites par le Réseau concernant les risques et danger du nucléaire mais vient en complément.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous pour ou contre que le Réseau, seul ou avec des partenaires, axe sa communication auprès du grand public par des informations basées sur les solutions plutôt que sur les problèmes, de manière à véhiculer des messages positifs, porteurs d'espoir et de joie, et présentant les solutions d'avenir pour la sortie du nucléaire.

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°2

Convergence

Collectif Stop-EPR ni à Penly ni ailleurs + SDN 27

Arguments et considérants :

Les mobilisations contre le nucléaire civil et militaire, au cours des dernières années, n'ont pas été à la mesure de nos espérances malgré de considérables efforts de communication et d'organisation. D'autres événements contre des grands projets inutiles imposés et contre toute sorte de menaces pesant sur la santé et l'environnement n'ont pas non plus rassemblé massivement malgré un fort courant de sympathie dans l'opinion publique.

Au lieu de multiplier des journées d'action contre des projets particuliers ne conviendrait-il pas mieux de favoriser une convergence entre toutes les résistances pour favoriser la constitution d'une dynamique puissante?

Cette question a inspiré en 2011 l'organisation de la Convergence citoyenne pour la transition énergétique à Lézan. Les groupes, associations et ONG luttant contre des grands projets inutiles se sont retrouvées et ont publié une déclaration commune. Le texte élaboré le dimanche après midi proposait :

- Articuler les mobilisations contre les gaz et huile de schiste, le nucléaire, les OGM, les incinérateurs, les agrocarburants et toutes les luttes sociales et environnementales ;
- Faire converger les luttes, les mobilisations, les alternatives et les expérimentations en associant le combat écologique aux luttes sociales ;

Ces mots d'ordre ont été repris à maintes occasions mais les grandes foules n'ont pas été au rendez-vous. Les chaînes humaines organisées par le Réseau Sortir du nucléaire n'ont pas été à la hauteur des grands mouvements sociaux des années passées. Même la résistance puissante de Notre-Dame-des-Landes n'a jamais pu réunir plus de 50 000 manifestants.

Nous avons face à nous le spectacle d'un mouvement éclaté en une myriade de luttes locales qui ne réussissent pas à montrer qu'elles participent d'une même dynamique de résistance écologiste, démocratique et solidaire.

Aujourd'hui les enjeux sont tels que nous n'avons plus le temps d'attendre. Il revient au mouvement antinucléaire, composante historique de la résistance aux grands projets inutiles imposés, de proposer une nouvelle dynamique de convergence des résistances.

Mais pour ce faire faut il encore que le mouvement antinucléaire sache favoriser de réelles convergences en son sein entre ses différentes composantes... Il faut d'abord s'entendre entre nous avant de s'ouvrir aux autres

Le réseau Sortir du nucléaire, fédération regroupant 951 associations locales antinucléaires, doit favoriser dans les plus brefs délais l'élaboration avec l'ensemble des groupes et associations antinucléaires, signataires ou non de la charte du Réseau, d'un appel commun à la convergence des luttes contre les grands projets inutiles imposés.

L'appel ne saurait être le fait d'une seule organisation mais l'émanation d'un mouvement ancien et puissant qui peut se prévaloir de la capacité à proposer une convergence effective avec les autres résistances au monde dont le nucléaire est le plus cruel symbole.

Le Conseil d'administration du Réseau Sortir du nucléaire conformément au mandat donné par l'Assemblée générale de Lyon s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que l'appel pour la convergence des résistances contre les grands projets inutiles imposés soit signé par le plus grand nombre d'associations antinucléaires.

Lancer un appel solidaire à toutes les résistances aux grands projets inutiles imposés

L'appel du mouvement antinucléaire initié par le Réseau Sortir du nucléaire sera publié et adressé à tous les associations, groupes, fédérations et réseaux qui résistent à des grands projets inutiles à toutes les échelles du local au global, en France et en Europe.

Le Réseau Sortir du nucléaire afin de faire vivre l'appel pour la convergence des résistances :

1. participera au 4e Forum européen contre les grands projets inutiles imposés qui aura lieu du 1er au 4 mai 2014 à Rosia Montana en Roumanie

2. soutiendra l'organisation de rencontres pour la convergence des résistances contre les grands projets inutiles imposés.

Le Réseau Sortir du nucléaire proposera aux organisations ayant répondu à l'appel du mouvement antinucléaire d'envisager ensemble un plan d'action commun en France et en Europe pour revendiquer l'abandon des projets inutiles imposés quelque soit leur taille.

Pour des actions communes en 2014 et 2015

Compte tenu de l'urgence de sortir du nucléaire, de l'ampleur de la crise climatique et de la nécessité de rompre avec le modèle productiviste qui épuise la planète et l'humanité, le Réseau Sortir du nucléaire s'engage à soutenir des journées d'action commune en 2014 et 2015 qui associeront les signataires de l'appel à la convergence des résistances contre les grands projets inutiles.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Le Réseau Sortir du nucléaire doit lancer un appel à la convergence des résistances contre les grands projets inutiles imposés afin d'initier des journées d'action communes dès l'automne 2014 pour sortir du nucléaire et de son monde.

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N° 3

Soutenir et amplifier la lutte à Bure

Collectif SDN Allier (03) + EODRA + Bure Stop 55 + Conseil d'administration

Arguments et considérants :

Considérant :

- que le blocage du débat public de 2013 sur le projet Cigéo (enfouissement des déchets HA et MAVL à 500m sous terre) a permis de faire évoluer le rapport de force entre les opposants au projet CIGEO et l'ANDRA et les pouvoirs publics, qui se retrouvent aujourd'hui dans une position délicate face aux arguments et au mécontentement de la population locale ;
- que le blocage du débat public a permis de remobiliser localement et de dynamiser la lutte contre le projet CIGEO ;
- les prochaines échéances concernant le calendrier officiel du projet (2014 : demande d'autorisation déposée par l'Andra ; 2015 : vote du parlement / réversibilité de l'enfouissement ; 2017 ou 18 : autorisation gouvernementale pour la construction ; 2020/25 : arrivée des premiers colis de déchets nucléaires) ;
- l'achat des consciences (plus de 30 millions d'euros par an et par département, au travers du GIP, offerts à la Meuse et la Haute Marne) ;
- et l'étendue de l'inquiétante toile que tisse l'industrie nucléaire autour du projet Cigéo (centre d'archivage EDF et AREVA, plateforme logistique EDF, base logistique de transport LMC/AREVA, créations de filières d'enseignement dédiées aux métiers du nucléaire, projet du CEA de gazéification du bois etc.) ;
- la campagne de "green-washing" de surface mise en place : énorme parc éolien, projets de centrales photovoltaïques, écothèque, etc. afin de brouiller l'image réelle de la future poubelle nucléaire. ;
- que le projet Cigéo, s'il était réalisé, servirait de caution à la poursuite du programme électronucléaire français et est donc au cœur des enjeux de la politique nucléaire française la nécessité d'amplifier et de donner une ampleur nationale à la lutte contre le projet CIGEO dans les mois et années à venir ;

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Synthèse : Êtes-vous pour ou contre que le Réseau s'engage à :

- soutenir, faire écho à la lutte locale en contribuant, en lien avec les associations et collectifs locaux ?
- à lui donner une ampleur nationale, donner un coup de projecteur sur Bure, porter renfort aux forces en présence par la mobilisation des groupes SDN autour de la problématique du projet Cigéo ?
- soutenir et relayer les appels à mobilisation lancés et les campagnes menées par les collectifs locaux ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°4

Mise en place d'une commission de scientifiques afin de lancer une réflexion pour que le Réseau adopte un positionnement sur le devenir des déchets radioactifs et des centrales en démantèlement.

Stop Fessenheim + CSFR + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs

Arguments et considérants :

L'association Stop Fessenheim, le CSFR, ainsi que l'ensemble des signataires de la présente proposition de motion :

1. Affirment que le meilleur moyen de ne pas avoir à gérer la question des déchets nucléaires est de ne pas en produire et que la meilleure manière de ne pas avoir à gérer le devenir des centrales nucléaires ou autres INB en fin de vie, est de ne pas les construire.
2. Appuient de toutes leurs forces ceux qui luttent contre les installations de gestion des déchets existantes (p.ex. La Hague), ou contre les projets tels que CIGEO, à Bure et alentours, ou ailleurs.
3. Sont également solidaires de tous les groupes qui s'opposent aux transports de ces déchets, que ce soit par trains Castor, par la route ou tout autre moyen.
4. Apprécient que le Réseau Sortir du Nucléaire ait mis en œuvre une campagne nommée « De la mine aux déchets » qui, dans son intitulé-même évoque les déchets.
5. Observent cependant que le refus bien compréhensible du concept-même de « déchets » a longtemps conduit le Réseau – comme la plupart des associations dont nous-mêmes – à ne proposer aucune solution pour la gestion de ces déchets. Ils sont pourtant bien existants, accumulés au fil de plus de 40 ans de production électronucléaire. L'absence de position précise, donc l'absence d'exigences techniques, laisse de fait le champ libre au lobby, aux parlementaires et au pouvoir politique.

Par ailleurs, nos associations :

6. Sont désormais confrontées à une donnée nouvelle : la mise à l'arrêt définitif de la centrale nucléaire s'accompagne de pourparlers entre nos associations et le « Délégué interministériel à la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim et à la réhabilitation du site » Francis ROL-TANGUY ; il est lui-même en relation avec EDF et toute la filière électronucléaire que nous combattons. Or, à demi-mots, il nous a laissé entendre qu'une hypothèse de réhabilitation du site pourrait conduire à la construction d'une unité de retraitement des aciers irradiés (il en faudra selon lui deux en Europe pour répondre à la gestion des aciers provenant des centrales à démanteler). Il est bien évidemment impensable pour nous qu'une telle installation vienne s'implanter à Fessenheim, car elle risque d'être encore plus dangereuse que la centrale elle-même si l'on considère la présence en sous-sol de la plus grande nappe phréatique d'Europe et les risques importants de pollution du Rhin. Ce qui est impensable pour Fessenheim le serait aussi ailleurs, lors des prochains arrêts définitifs de réacteurs.

7. De plus, nous manquons d'arguments techniques pour adopter une position claire et sans équivoque sur le devenir des centrales mises à l'arrêt. Si Fessenheim venait à être la première centrale REP à être mise à l'arrêt définitif, nous espérons qu'elle ne sera pas la seule. Cette question devient désormais incontournable.

Vaudra-t-il mieux :

- a. Laisser les centrales nucléaires mises à l'arrêt sur place, avec simple démontage de la partie non nucléaire et mise sous gardiennage des parties nucléaires ?
- b. Les stocker en sub-surface ?
- c. Les démanteler totalement en dirigeant les matériaux démantelés en un autre lieu : quelles conditions, quelles caractéristiques, quels lieux ?
- d. Ou exiger une autre solution : laquelle ?

8. La question porte évidemment également sur le combustible usagé entreposé et la question porte sur l'ensemble des déchets existants, ou anciens éléments déjà démontés, tels que les six anciens générateurs de vapeurs entreposés en toute illégalité à Fessenheim.

9. En conséquence de ce qui précède, l'association Stop Fessenheim et autres signataires ressentent un grand besoin d'être appuyés par le Réseau pour arriver, par une réflexion élargie, à défendre une position argumentée, sérieuse et partagée, qui lui permettra dans un premier temps de disposer des arguments indispensable au rejet immédiat du projet supposé du lobby, évoqué à demi-mots par Francis ROL-TANGUY.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

1) Etes-vous POUR ou CONTRE la mise en place d'une commission de scientifiques afin de lancer une réflexion sur le devenir des déchets radioactifs et des centrales en démantèlement et pour que le Réseau, à l'issu de ce travail de réflexion, adopte un positionnement sur le devenir de ces déchets et des centrales en démantèlement ?

2) Etes-vous POUR ou CONTRE l'élargissement de cette commission à d'autres membres intéressés par la problématique ?

Eclairage du Conseil d'administration :

Même si le Réseau "Sortir du nucléaire" est une fédération d'associations diverses dont il respecte les visions propres et les décisions, il conserve, depuis sa création, un nombre de positions philosophiques desquelles il veille à ne pas se départir : c'est le cas sur la question des déchets nucléaires pour lesquels il demande, avant toute réflexion qu'il pourrait apporter au débat sur ce problème, la fermeture du robinet de leur production avec l'arrêt du nucléaire.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" refuse de s'associer à la Gestion des déchets nucléaires MAIS travaille à l'élimination de leur production.

Le principe de base de la position du Réseau "Sortir du nucléaire" - qu'il a pu se forger dès 1997 à travers l'implication de résistants de Bure dans son conseil d'administration - est d'affirmer qu'il n'appartenait pas aux citoyens de proposer des solutions à un problème qui leur avait été imposé par les pouvoirs publics ; c'est également cette logique qui a toujours prévalu et qui prévaut encore chez nos amis allemands.

Quand on sait que le principal frein à la poursuite du programme nucléaire est la quantité de déchets ingérables au niveau mondial que cette industrie produit, revenir sur cette position serait suicidaire pour le Réseau "Sortir du nucléaire" !

C'est pourquoi, le CA du Réseau souhaite poser une alerte philosophique sur le texte proposé. S'il est du rôle du Réseau de faire un travail pour dénoncer les mauvaises solutions proposées par l'industrie (enfouissement, différents projets sur les sites des centrales eux-même...) ainsi que de travailler à empêcher la réalisation de solutions criminelles, il ne lui appartient de proposer des solutions à la gestion des déchets.

Un tel débat pourra avoir lieu, de manière sereine, uniquement lorsque la production des déchets aura été stoppée.

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°5

Les conséquences sanitaires du nucléaire
SDN 27 + Collectif Stop-EPR ni à Penly ni ailleurs

Arguments et considérants :

Attendu que l'industrie nucléaire civile et militaire est par de multiples voies (mines d'uranium, rejets légaux ou illégaux de radioactivité autour des activités nucléaires civiles et militaires, accidents de Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima, Kyshtym, essais nucléaires, utilisation des armes à l'uranium appauvri, abandon ou stockage de matériel et de déchets nucléaires etc....) source d'une contamination des sols, de l'air et de l'eau et des populations par ingestion ou inhalation.

Attendu qu'il en résulte des pathologies graves comme l'ont démontré de multiples études, que ces pathologies s'inscrivent probablement dans l'épidémie actuelle de cancers (multiplication par 2 du nombre de cancers au cours des 25 dernières années) mais aussi qu'elles touchent tous les systèmes des organes vitaux y compris le système génétique comme l'ont montré les données recueillies par Nesterenko et l'institut Belrad ainsi que par Galina Bandajevskaya et son époux Youri Bandajevski.

Attendu que l'OMS est soumise à l'AIEA, que la stratégie de communication du lobby fait peser sur cette question une véritable omerta et un véritable déni, qu'il est en ce sens à l'œuvre à Fukushima comme il était déjà à Tchernobyl et comme il le sera demain en France ou ailleurs quand se produira un accident grave.

Attendu que les conséquences réelles du nucléaire et des accidents nucléaires ne pourront pas être reconnues tant que l'OMS sera soumise à l'AIEA et que les données dont disposent l'OMS ne pourront pas être rendues publiques tant que l'OMS ne se sera pas libérée du joug de l'AIEA.

Propositions : Diverses associations et laboratoires indépendants sont déjà engagées dans cette problématique afin de percer le mur du silence imposé par le lobby. Il nous semble évident qu'un travail du réseau sur cette question devra se faire en coopération avec elles. Le Réseau lui-même dispose déjà en la matière d'un ensemble de données qui pourront aussi être élargies. Ainsi, il pourra informer d'une manière approfondie populations, médias et « responsables » divers de la gravité du problème (forums ou colloques dont les actes seront utilisés comme sources d'information et de documentation, interpellation systématiques des médecins, journalistes, groupements humanitaires et/ou religieux, communiqués de presse, constitution d'une base de données, mise en place à terme d'un colloque international si possible, soutien aux associations et mouvements qui interviennent sur ces questions etc.).

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre le fait que le Réseau fasse des conséquences sanitaires du nucléaire une priorité et que l'AG mandate le CA pour la création d'un groupe de travail /d'une commission qui agira en coopération avec les divers mouvements existant sur cette question ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°6

Motion création d'un comité stratégique
Solaire 2000

Arguments et considérants :

Un sondage détaillant les opinions des militants sur les actions à entreprendre et sur la politique du Réseau n'a encore jamais été réalisé.

Aussi un projet de questionnaire dans ce sens a été envoyé le 7 septembre comme document de travail à la liste stratégie. Ce projet de questionnaire n'a reçu que des réponses favorables, puis a été étudié lors de la réunion stratégie du 21 septembre 2013.

Contrairement aux deux questionnaires sur la régionalisation, envoyés par le comité refondation aux groupes, ce questionnaire n'a pas pu être envoyé car il n'existe pas de comité stratégie.

L'absence de comité stratégie pour une fédération de l'importance du Réseau peut surprendre.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre que le Réseau "Sortir du nucléaire" s'engage à créer un « Comité stratégie », dont ses participants seront chargés d'élaborer des projets d'orientations pour le Réseau et de les diffuser?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°7

Le Réseau doit adopter la revendication d'arrêt immédiat et définitif du nucléaire
Tchernoblaye

Arguments et considérants :

La catastrophe de Fukushima démontre de façon définitive et irréfutable qu'un drame comparable est possible à chaque instant en France. Le Réseau Sortir du nucléaire ne peut prétendre être une organisation antinucléaire que s'il défend les revendications permettant d'éviter le pire scénario (*). Le Réseau doit donc revendiquer l'arrêt immédiat et définitif du nucléaire, en se basant sur le processus qui a eu lieu au Japon après le 11 mars 2011 : les 54 réacteurs du pays ont été arrêtés en environ un an. La France, qui compte 58 réacteurs, peut donc en faire autant : si 130 millions de Japonais peuvent vivre sans nucléaire, c'est forcément aussi le cas de la France qui compte deux fois moins d'habitants.

(*) Le Réseau doit adopter les revendications qu'il estime nécessaires, sans les édulcorer en fonction de ce qui peut sembler possible dans le contexte actuel. Ce contexte pourrait évoluer très vite et il serait alors dommageable que les revendications du Réseau ne soient pas à la hauteur...

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'adoption de la proposition suivante : "L'assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire adopte la revendication de l'arrêt immédiat et définitif du nucléaire, en prenant pour exemple le cas du Japon qui a arrêté ses 54 réacteurs en environ un an en 2011-2012"

NB : Cette proposition entrant en conflit avec la Charte telle que modifiée en Assemblée Générale Extraordinaire en janvier 2013, il est précisé par le CA que cette motion n'est pas recevable sans une nouvelle modification de la Charte suivant les procédures existantes. Comme pour toutes les motions d'orientation et campagne, l'AG devra se prononcer sur la recevabilité de ce texte.

Campagnes et Actions

N°8

Prolongation de la campagne « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! »
SDN 34 + SDN 26/07 + SDN 11 + Conseil d'administration

Arguments et considérants :

Considérant :

- la campagne « nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! », décidée par l'Assemblée générale du Réseau « Sortir du nucléaire » en janvier 2012 et mise en œuvre actuellement par le Réseau et plusieurs groupes membres de la fédération ;
- que l'ensemble des arguments à l'origine de cette campagne sont toujours d'actualité à savoir : que la population française est concernée par les dangers de l'industrie nucléaire et pas seulement par un accident majeur mais en permanence (déchets radioactifs issues des anciennes mines et de la combustion de l'uranium, transports radioactifs permanents...) et que la France rassemble sur son sol l'ensemble des étapes de transformation et de fabrication du combustible nucléaire ;
- le travail déjà engagé sur cette campagne par le Réseau : production de nombreux documents (papier, vidéo, site internet, infographie), recours juridiques, pression médiatique, travail de fond sur les installations, enquête et recherche d'information... ;
- le travail engagé par plusieurs groupes membres du réseau dans le cadre de cette campagne : mobilisation, mise en place d'action non violente, travail de mise en relation avec d'autres associations locales, pressions politiques au niveau local... ;
- le bilan positif de plusieurs actions réalisées en 2013 comme les pressions exercées sur l'usine Comurhex de Malvézi et l'usine Comurhex du Tricastin (rassemblements, actions de blocage, recours juridiques, travail médiatique) qui a permis de faire connaître l'existence de ces installations jusque-là trop méconnues, portes d'entrées du nucléaire français, et de dénoncer les risques liés à ces usines et aux transports qu'elles génèrent ;
- que la mise en œuvre de cette campagne a pour le moment été réalisée en collaboration entre le réseau et certains groupes membres de la fédération et que ce travail collaboratif pourrait être étendu et généralisé à d'autres groupes membres ;
- le potentiel d'amplification de cette campagne et les possibilités de mise en réseau des antinucléaires sur des problématiques partagées localement, dans le cadre d'une campagne nationale ;
- le temps nécessaire pour voir apparaître des résultats sur le travail déjà engagé sur de nombreuses installations et transports, et pour généraliser à d'autres installations de la chaîne du combustible nucléaire la dynamique engagée sur certains sites ;
- les transports incessants entre les différents sites nucléaires et leur faiblesse (ils ne peuvent tous être encadrés, et sont des cibles « faciles »), ainsi que les moyens d'actions potentiels (scandales à dévoiler, possibilités d'investigation) ;
- la persistance de certaines situations sanitaires catastrophiques à proximité des anciennes mines d'uranium en France et dans des mines en exploitation à l'étranger ainsi que l'existence de nouveaux projets miniers portés par Areva à l'étranger ;
- la question des déchets de l'ensemble de la chaîne nucléaire est à l'ordre du jour de l'agenda politique (Bure, ICEDA, déchets de Malvézi et du Tricastin, FAVL...)

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

Cette campagne est déjà en cours de mise en oeuvre et cette motion vise à la prolonger, afin de l'amplifier et de valoriser le travail déjà effectué et à venir, notamment tout le travail de recherche et d'enquête sur les flux de matières radioactives et les transports. Pour le moment, le plan de campagne et le budget sont validés jusque juin 2014. Si cette motion est validée, un complément au plan de campagne sera proposé, par les groupes impliqués et la chargée de campagne, en cours d'année, avec un budget qui sera proposé pour le prochain exercice (août 2014 - août 2015). Le CA, conformément à ses attributions, sera chargé de valider ce complément au plan de campagne.

Les outils de communication et le matériel sont déjà réalisés (vidéo, site, tracts, infographie, banderoles). Une réimpression de tracts pourra être envisagée, lorsque les stocks seront épuisés, en fonction des besoins et demandes des groupes. Du matériel supplémentaire (autocollants, pochoirs) pourrait être envisagé, mais pour un coût peu élevé.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

De nombreux groupes et militants sont déjà impliqués dans cette campagne, par exemple SDN34, SDN11, SDN26/07, suivi des transports par des militants et collectifs dans l'ouest, dans l'est, en Ile-de-France, mise en place d'un collectif indépendant STOP Uranium. Les groupes qui proposent cette motion continueront à s'impliquer dans sa construction et sa mise en oeuvre. Nous espérons que d'autres la rejoindront.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous pour ou contre que le Réseau « Sortir du nucléaire » poursuive le travail engagé dans le cadre de la campagne « Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! » et par là même que cette campagne soit prolongée pour une durée de un an, potentiellement renouvelable à la prochaine AG.

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°9

Promotion des alternatives pour la sortie du nucléaire
SDN Paris (SNP) + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

Objectif :

*Fédérer le plus large public possible par une communication basée sur les solutions plutôt que sur les problèmes.

*Faire la promotion de tout ce qui peut participer à la sortie du nucléaire de manière écologique.

*Faire passer le message que la sortie du nucléaire est une solution d'avenir, qu'une vraie transition énergétique écologique apporte un plus aux citoyens par une diminution de ses besoins, de sa consommation et de sa dépendance aux fournisseurs d'énergies.

Proposer pour cela des communications publiques suggestives, véhiculant des valeurs et images positives (radio affichage tv internet sponsoring....)

Rechercher des partenaires (ONG, entreprises...) ayant le même but de sortie du nucléaire et/ou qui travaillent dans la promotion, la fabrication, la vente exclusive de systèmes ou produits permettant de réelles économies d'énergie, efficacité énergétique, ou utilisation d'énergies renouvelables, afin de financer une diffusion la plus large possible de ces messages.

Cette campagne d'information basée sur la promotion des alternatives ne remet bien sur pas en question les autres communications faites par le réseau concernant les risques et danger du nucléaire mais vient en complément.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

1 phase recherche de partenaires

1 phase réalisation

1 phase diffusion en fonction du budget qui sera défini par les partenaires et la hauteur de leur implication financière.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne.
Xavier SAINT-MARC

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous POUR ou CONTRE que le Réseau « Sortir » du nucléaire lance une campagne d'information basée sur la promotion des alternatives, en recherchant et s'entourant de partenaires pour donner plus de poids à cette campagne ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°10

Vieillesse des réacteurs : empêcher la prolongation du risque !

Amis de la Terre Midi-Pyrénées

Arguments et considérants :

Considérant que les réacteurs français vieillissent et cumulent les incidents, près de 25 d'entre eux ayant déjà dépassé les 30 ans de fonctionnement ;

Considérant les risques d'accidents accrus liés à ce vieillissement, ainsi que les risques pour les travailleurs du nucléaire, condamnés à intervenir dans un milieu de plus en plus irradié ; Considérant l'enthousiasme du gouvernement pour les propositions d'EDF consistant à étendre à 50 ans la durée de fonctionnement des centrales et la force du rouleau compresseur EDF/MEDEF pour faire passer ses vues à tout prix ;

Considérant les investissements faramineux nécessaires à cette prolongation, qui sont autant de sommes qui n'iront pas aux énergies renouvelables et à la promotion de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie ;

Considérant l'approche imminente du programme de « Grand carénage », destiné à étendre la durée de fonctionnement des centrales, qui promet de se dérouler dans des conditions humaines catastrophiques : intervenants non formés et mal informés des risques, dumping social... ;

Considérant la méconnaissance des enjeux du vieillissement des centrales par une grande partie de la population, qui ignore ses risques et ses coûts, et la nécessité d'un travail d'information approfondi envers elle.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

- Une journée de mobilisation en 2014 (Chinon aura 30 ans par exemple) avec appel à mobilisation devant toutes les centrales ayant dépassé 30 ans. Le calendrier politique prévoit en effet le vote de la loi à l'automne 2014.

- Des actions juridiques ciblées, pour dénoncer notamment tel ou tel problème de sûreté.

- De la communication aussi grand public que possible (avec éventuellement la réalisation d'un petit tract qui puisse servir sur les centrales vieillissantes et être adapté) pour vulgariser le sujet.
- De l'investigation pour "sortir" des infos sur des problèmes techniques qui nécessitent des travaux si coûteux que l'arrêt devient plus intéressant que la poursuite. Mener un travail pointu et précis, même s'il n'est pas repris par des médias grand public, pour forcer l'ASN à agir et prendre des mesures.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Daniel Roussée, Marc Saint-Aroman

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG.

Nous proposons que le Réseau "Sortir du nucléaire" lance une campagne pour dénoncer le vieillissement des réacteurs, empêcher la prolongation du fonctionnement des réacteurs et exiger la fermeture urgente des plus anciens et des plus dangereux. Nous proposons qu'en lien avec les groupes localement concernés par de vieilles installations, et, si possible en lien avec des travailleurs du nucléaire, le Réseau "Sortir du nucléaire" mette en œuvre des moyens (mobilisation, communication média et grand public, actions juridiques...) pour parvenir concrètement à la fermeture de centrales.

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°11

Pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans

Les Alternatifs (France) + A.V.E.N.I.R (84) + Collectif National Stop Melox (49) + Collectif Ende Doman (32) + SDN Moselle (57) + Tchernoblaye (33) + SDN Touraine (37) + Association AMPER (57) + Nature et vie (67) + SDN Diois (26) + Csdn 79

Arguments et considérants :

- Considérant la Motion de campagne n°3 adoptée par l'assemblée générale d'Angers le 29 Janvier 2012 avec 67 % des voix,
- Considérant que celle-ci a fait l'objet d'obstacles dans sa mise en oeuvre par le Conseil d'Administration alors que la fonction première de celui-ci est statutairement de faire le maximum pour mettre en application les décisions d'AG (Article 10-15 des statuts),
- Considérant que les motifs non avoués de ces obstacles sont avant tout des motifs d'ordre politique,
- Considérant que l'assemblée générale est souveraine et qu'il lui appartient à elle seule de définir la politique stratégique du Réseau, il apparaît important de clarifier et d'affirmer la stratégie politique du Réseau Sortir du Nucléaire.

En conséquence, nous soumettons à l'avis de l'assemblée générale réunie à Lyon les 18 et 19 Janvier 2014 la motion d'orientation et de campagne suivante :

- Attendu que nous sommes bien conscients que toutes les INB, quel que soit leur âge, présentent des risques d'accidents élevés,
- Attendu qu'il convient aussi de s'opposer clairement et fermement aux nouveaux projets : EPR, ICEDA, BURE, ASTRID, ITER, lignes à haute tension,.....
- Attendu que l'objet du Réseau Sortir du Nucléaire est de renforcer et de dynamiser toutes les luttes antinucléaires en France en toute indépendance, que celui-ci ne doit souffrir d'aucune pression de quelque parti politique que ce soit, le Réseau Sortir du Nucléaire réaffirme son exigence, face au pouvoir politique et à celui du lobby nucléaire, de fermer immédiatement tous les réacteurs âgés de plus de 30 ans.

Cette exigence devra être rappelée lors de toute manifestation nationale organisée par le Réseau et toutes manifestations décentralisées soutenues par celui-ci.

Elle sera rappelée également dans tout communiqué de presse émis par le Réseau ou cosigné par celui-ci.

Par ailleurs, seront bannies dans toute action ou communication les expressions suivantes : transition énergétique, transition écologique, développement durable ou soutenable,ou tout autre terme pouvant créer la confusion sur la politique stratégique du Réseau.

Le Réseau Sortir du Nucléaire se devra de mettre en avant et de publier les scénarios démontrant la faisabilité de l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et de leurs incidences sur l'emploi.

Attendu que le nombre de réacteurs de plus de 30 ans est maintenant de 25, le Réseau se devra de consacrer un maximum de moyens en direction des collectifs qui animent les luttes autour de ces 25 réacteurs.

En cas d'absence de collectif constitué en lutte contre une INB concernée, il se devra de faire le maximum pour aider le plus rapidement possible à sa constitution et à sa mobilisation.

Le Réseau Sortir du Nucléaire se devra d'organiser et de prendre en charge au moins une fois par an une action nationale regroupant toutes les actions militantes menées autour des INB de plus de 30 ans simultanément le même jour.

Enfin, le Réseau Sortir du Nucléaire s'engage à fournir à chaque groupe en lutte une banderole portant spécifiquement la revendication : « Arrêt Immédiat des réacteurs de plus de 30 ans ». (voir maquette ci-dessous)

Le budget alloué à l'ensemble de ces actions d'envergure nationale ne saurait être inférieur à 10 % du budget prévisionnel annuel.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

Calendrier : une fois par an minimum pour l'action de terrain.

Communication : permanente

Coût envisagé : est mentionné dans la motion.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Il faudra collaborer étroitement avec les collectifs en oeuvre auprès des INB de plus de trente ans, les aider s'ils ont des difficultés.

BANDEROLE 4m x 0,80m



OU



Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre la proposition suivante :

- Attendu que nous sommes bien conscients que toutes les INB, quel que soit leur âge, présentent des risques d'accidents élevés et qu'il y a Urgence à les fermer,
- Attendu qu'il convient aussi de s'opposer clairement et fermement aux nouveaux projets : EPR, ICEDA, BURE, ASTRID, ITER, lignes à haute tension,.....

le Réseau Sortir du Nucléaire réaffirme son exigence , face au pouvoir politique et à celui du lobby nucléaire, de fermer immédiatement tous les réacteurs âgés de plus de 30 ans.

Cette exigence devra être rappelée lors de toute manifestation nationale organisée par le Réseau et toutes manifestations décentralisées soutenues par celui-ci.

Elle sera rappelée également dans tout communiqué de presse émis par le Réseau ou cosigné par celui-ci.

Par ailleurs, seront bannies dans toute action ou communication les expressions suivantes : transition énergétique, transition écologique, développement durable ou soutenable,ou tout autre terme pouvant créer la confusion sur la politique stratégique du Réseau.

Le Réseau Sortir du Nucléaire se devra de mettre en avant et de publier les scénarios démontrant la faisabilité de l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et de leurs incidences sur l'emploi.

Attendu que le nombre de réacteurs de plus de 30 ans est maintenant de 25, le Réseau se devra de consacrer un maximum de moyens en direction des collectifs qui animent les luttes autour de ces 25 réacteurs.

En cas d'absence de collectif constitué en lutte contre une INB concernée, il se devra de faire le maximum pour aider le plus rapidement possible à sa constitution et à sa mobilisation.

Le Réseau Sortir du Nucléaire se devra d'organiser et de prendre en charge au moins une fois par an une action nationale regroupant toutes les actions militantes menées autour des INB de plus de 30 ans simultanément le même jour.

Enfin , le Réseau Sortir du Nucléaire s'engage à fournir à chaque groupe en lutte une banderole portant spécifiquement la revendication : « Arrêt Immédiat des réacteurs de plus de 30 ans ».(voir maquette ci-jointe)

Le budget alloué à l'ensemble de ces actions d'envergure nationale ne saurait être inférieur à 10 % du budget prévisionnel annuel.

NB : Il est précisé par le CA que cette proposition n'est pas recevable car l'AG ne peut se prononcer que sur une estimation d'ordre indicatif des moyens nécessaires à la mise en œuvre des motions de campagnes et d'action (art. 11.6 du Règlement intérieur). Comme pour toutes les motions d'orientation et campagne, l'AG devra se prononcer sur la recevabilité de ce texte.

N°12

Pour une campagne pour l'arrêt des centrales nucléaires de plus de 30 ans
SDN Sud-07 + SDN 26-07

Arguments et considérants :

Sans remettre en cause le fait que toutes les Installations Nucléaires de Base (INB), quelques soient leurs âges, présentent des risques d'accidents élevés et qu'il convient aussi de s'opposer clairement et fermement aux nouveaux projets : EPR, ICEDA, BURE, ASTRID, ITER, lignes THT, ... ,

Vu l'urgence d'éviter l'accident nucléaire en France et de refuser le prolongement envisagé par le gouvernement et EDF de la durée de production des réacteurs portée à 50 voire 60 ans,

le Réseau Sortir du Nucléaire réaffirme son exigence de fermer immédiatement tous les réacteurs âgés de plus de 30 ans et s'engage donc à

- 1- publier et médiatiser les scénarios démontrant la faisabilité de l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et de leurs incidences sur l'emploi.
- 2- consacrer des moyens financiers et matériels pour les Collectifs qui animent les luttes autour de ces 25 réacteurs et là où il n'y a pas de Collectif, aider rapidement à en créer un,
- 3- prendre en charge au moins une fois par an une action nationale regroupant toutes les actions militantes menées autour des INB de plus de 30 ans simultanément le même jour,
- 4- fournir à chaque Collectif en lutte une banderole portant spécifiquement la revendication : « Arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans ».

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

3 ans de travail :

Travail graphique, communication, coordination, maquettages des supports, frais de port, frais de transport, frais d'impression, gestion de l'agenda, mise à jour du site web, frais divers soit approximativement un budget pour l'avant projet de 8000 € et 100 heures salariées. Des regroupements (en vue de diminuer les frais) avec le renouvellement de la campagne *De la mine aux déchets Tous concernés !* sont possibles notamment en travaillant avec le comité de gestion pour plus de précisions.

1ère année :

- évaluation des groupes existants et pouvant s'impliquer dès l'automne 2014 ou printemps 2015
- aide à la création de groupes sur les sites nucléaires n'en possédant pas !
- évaluation des besoins des groupes à soutenir près des réacteurs de plus de 30 ans (au fur et à mesure de l'ancienneté de nouveaux réacteurs) et d'un budget nécessaire possible pour leurs actions
- création et distribution de la banderole à tous ces groupes.

2ème année :

- préparation d'une journée nationale autour des sites nucléaires de plus de 30 ans (et même moins si un groupe veut s'y associer) le même jour
- évaluation du budget nécessaire pour cela
- animation et médiatisation de cette journée nationale commune
- bilans, évaluations et poursuites

3ème année :

- évaluation du budget nécessaire pour une nouvelle journée nationale commune à tous les sites nucléaires de plus de 30 ans ou le devenant !
- animation et médiatisation de cette journée nationale commune (jour de Tchernobyl par exemple !)
- bilans, évaluations et poursuites

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Membres du groupe SDN Sud 07 et de SDN 26/07 avec tous les groupes volontaires et le CA du Réseau !

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre que le Réseau Sortir du Nucléaire réaffirme son exigence de fermer tous les réacteurs âgés de plus de 30 ans et s'engage donc à lancer une campagne pour cela, à publier et médiatiser les scénarios démontrant la faisabilité de l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans et de leurs incidences sur l'emploi, à consacrer des moyens financiers et matériels pour les Collectifs qui animent les luttes autour de ces réacteurs et à prendre en charge au moins une fois par an une action nationale regroupant toutes les actions militantes menées autour des réacteurs de plus de 30 ans simultanément le même jour ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°13

Pour un n° d'Atomes crochus "inventaire des bassins de lutte"

SDN Lot

Objectif :

Dans le cadre du "mois d'initiatives locales" qui doit se tenir entre les anniversaires de Fukushima et de Tchernobyl (11 mars / 26 avril), nous proposons de réaliser un numéro d'Atomes crochus consacré à un "inventaire des bassins de lutte".

Le journal permettrait de répertorier toutes les initiatives des collectifs dans le cadre de cette action décentralisée, comme un inventaire des luttes en France à cette période. Une contribution sera demandée aux collectifs pour dresser un état des lieux des problématiques locales, présenté par région. Une attention particulière pourrait être mise sur la campagne "de la mine aux déchets".

Une partie plus générale pourrait présenter un historique et une réflexion sur les luttes et les installations nucléaires en France. cf. Sezin Topçu, "La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée" (Seuil, 2013).

Atomes crochus n°3 permettrait de donner une visibilité aux groupes et à leurs luttes et favoriser les liens inter-groupes. Le journal accompagnerait ainsi la démarche de refondation et de régionalisation du réseau voulue par l'AG de 2013. Dans cet esprit, il est évidemment souhaitable que la tribune soit ouverte à tous les groupes antinucléaires, même s'ils ne font pas partie du Réseau.

Voir les précédents numéros d'Atomes crochus : <http://journéesdetudes.org/atomescrochus>

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre que soit réalisé un numéro d'Atomes crochus consacré à un "inventaire des bassins de lutte" à l'occasion du mois d'initiatives locales, entre les anniversaires de Fukushima et de Tchernobyl (11 mars / 26 avril)

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) : Date de sortie souhaitable : le 11 mars 2014

Le coût de revient de ce journal serait de 6.000 euros pour les frais fixes (les premiers exemplaires) après quoi les groupes peuvent bénéficier en précommande des journaux au coût du papier (5 centimes d'euro l'exemplaire) - pour un total, port compris, de 60 € les 1.000 ex (35 € les 500 ex.).

Nous avons besoin du soutien réel des salariés pour défendre le journal, pour une bonne information auprès des militants, de la presse et des médias, et pour le faire connaître à travers les listes de communication, les réseaux sociaux, le site Internet du Réseau et la boutique, et par un service de presse ciblé, auprès de scientifiques, artistes, politiques etc.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne : Michel Lablanquie, Michel Boccara et les participants au comité des Journées d'études

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°14

Le Réseau développe une dynamique d'action contre le nucléaire militaire

Armes nucléaires STOP + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs + Maison de Vigilance + Union pacifiste + SDN Paris (SNP) + Nagasaki-Hiroshima-Flamanville, c'est nos villes + Les Alternatifs + SDN26-07 + Amis de la Terre-Belgique + Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté + CANVA + MAN + Conseil d'administration

Arguments et considérants :

- Considérant la volonté des peuples du monde et des gouvernements de plus des deux-tiers des Etats membres de l'ONU à ne plus subir la menace d'armes nucléaires de destruction massive détenues par 9 gouvernements — dont la France, 3e puissance nucléaire militaire mondiale —, exprimée dans leur soutien massif à un traité d'interdiction totale des armes nucléaires,
- Considérant que les populations civiles de Hiroshima et Nagasaki au Japon ont été les premières victimes en 1945 et que les armes nucléaires ont été utilisées ensuite plus de 2 000 fois — dont 210 par la France —, sous l'appellation d'essais, sur les territoires de peuples colonisés sans défense et sans voix,
- Considérant qu'en faisant reposer sa sécurité ultime sur l'arme nucléaire, la France favorise la prolifération nucléaire et met sa population en danger /ou/ prend sa population en otage.
- Considérant que l'actuel gouvernement français veut consacrer chaque année plusieurs milliards d'euros à maintenir et renouveler son arsenal nucléaire, qu'il a conclu un traité (Teutates) avec la Grande-Bretagne pour un demi-siècle de coopération d'essais en laboratoire polluants et dangereux, qu'il refuse toujours de prendre en compte les souffrances des victimes de ses « essais nucléaires » en Algérie et en Polynésie et de réparer leurs conséquences environnementales, qu'il refuse d'admettre que des frappes nucléaires auraient des conséquences humanitaires catastrophiques et qu'aucune organisation internationale spécialisée n'aurait les moyens de prendre en charge, qu'il s'oppose aux retrait des bombes nucléaires américaines des bases européennes de l'Otan, qu'il refuse de démanteler ses munitions à l'uranium appauvri,
- Considérant que le soi-disant consensus d'acceptation de la dissuasion nucléaire n'existe que parce que nos concitoyens sont tenus dans l'ignorance et que les voix qui s'élèvent contre sont encore peu audibles

Nous estimons que le moment est venu de lancer un vaste mouvement d'information et de mobilisation pour l'abolition des armes nucléaires. La période emblématique du 6 au 9 août peuvent être des dates-repères pour construire ce mouvement d'opposition à la dissuasion nucléaire française, de solidarité avec les victimes et pour un traité d'interdiction totale des armes nucléaires.

Le succès du Jeûne-action international à Paris depuis 3 années, son essor en Allemagne et en Grande-Bretagne à l'initiative de membres du Réseau, l'augmentation de son écho médiatique et les actions récentes devant les installations militaires du CEA-Valduc et le Laser mégajoule du Barp indiquent que les groupes du Réseau Sortir du Nucléaire sont prêts à se mobiliser.

Le Réseau peut donc être le moteur de ce mouvement en instituant les dates 6- 9 août comme dates de mobilisation, en favorisant et soutenant concrètement une dynamique d'actions locales (par exemple : appel à mobilisation, outils spécifiques comme site web dédié sur le modèle de ceux pour Tchernobyl et Fukushima, tracts-types, organisation de débat public, information aux médias, etc.) dans le respect de la pluralité des modes d'actions et des revendications spécifiques des groupes membres de la fédération.

Nous demandons que l'Assemblée générale du Réseau soutienne notre proposition.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

calendrier : janvier à mai 2014

temps bénévoles : une journée-personne par semaine

temps salariés : 3 heures de travail pour une personne par semaine

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Dominique Lalanne, Patrice Bouveret

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre que le Réseau Sortir du Nucléaire mette en oeuvre, chaque année à la période des 6-9 août, une mobilisation nationale déclinée en actions locales pour l'abolition des armes nucléaires françaises et dans le monde ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°15

**Campagne d'interpellation pendant les élections européennes :
"une Europe sans arme nucléaire"**

Armes nucléaires STOP + Stop EPR ni à Penly ni ailleurs + Maison de Vigilance + Union pacifiste + SDN Paris (SNP) + Nagasaki-Hiroshima-Flamanville, c'est nos villes + Les Alternatifs + SDN26-07 + Amis de la Terre-Belgique + Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté + CANVA + MAN

Objectif :

- Considérant la volonté des peuples de l'Union européenne à vivre en paix et sans subir la menace d'armes nucléaires
- Considérant que les gouvernements des deux États nucléaires européens France et Grande-Bretagne ont conclu un traité (Teutatès) pour poursuivre de concert le maintien de leurs armements nucléaires au mépris de leurs engagements du Traité de non-prolifération
- Considérant que des bombes nucléaires B61 américaines sont toujours maintenues sur les bases de l'Otan en Belgique, Allemagne, Italie et Pays-Bas alors que leurs citoyens demandent leur retrait, tandis que le gouvernement français s'y est encore opposé au dernier sommet de l'Otan
- Considérant que le Parlement européen avait voté une résolution en 2009 pour soutenir le désarmement nucléaire lors de la conférence du TNP 2010, non suivie d'effets par le précédent gouvernement français
- Considérant les prochaines élections au Parlement européen prévues en France au 25 mai 2014

Nous demandons que les candidats français aux élections européennes affirment leur engagement à œuvrer concrètement pour une Europe libérée des armes nucléaires par :

- 1- l'abrogation du traité Teutatès et son remplacement par un traité bilatéral de démantèlement des armes nucléaires,
- 2- la demande d'enlèvement des B61 de tout le territoire européen,
- 3- l'implication du Parlement européen dans la promotion d'un traité d'interdiction des armes nucléaires et la participation de ses représentants aux rencontres internationales pour l'élimination des armes nucléaires comme celle organisée par le Mexique en février 2014. Nous proposons de lancer une campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes au moyen d'une e-pétition sous forme de lettre-

type envoyée aux candidats et avec un argumentaire qui serait réalisé pour justifier la demande d'une "Europe libérée des armes nucléaires", cet argumentaire étant disponible sur internet.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

calendrier : janvier à mai 2014

temps bénévoles : une journée-personne par semaine

temps salariés : 3 heures de travail pour une personne par semaine

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :
Dominique Lalanne, Patrice Bouveret

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes vous pour ou contre que le Réseau Sortir du Nucléaire soit l'organisateur de cette e-pétition et de ce document argumentaire et recherche le soutien d'autres partenaires ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°16

Exiger un référendum pour abolir les armes nucléaires

ACDN + Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs + SDN Lot + A.V.E.N.I.R + CSDN79

Arguments et considérants :

Attendu que :

- "En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire" (Charte du Réseau) ;
- un lien organique délibéré unit le nucléaire militaire et le nucléaire civil (1) ;
- les technologies nucléaires sont duales, de sorte que tout État qui se les approprie peut être tenté ou soupçonné, à l'instar de l'Iran, de vouloir se procurer la bombe atomique;
- le nucléaire tant civil que militaire a d'ores et déjà pollué la planète et fait d'innombrables victimes, la plupart anonymes et non reconnues (2) ;
- le nucléaire tant civil que militaire est intrinsèquement dangereux et fait peser sur l'humanité entière un risque permanent d'autodestruction, de manière insidieuse et progressive ou brutale et définitive ;
- le seul moyen d'échapper à ces dangers incommensurables est d'aller le plus vite possible vers une France, une Europe et un monde sans armes ni centrales nucléaires ;
- loin d'en avoir pris conscience, le président de la République s'obstine comme ses prédécesseurs et son entourage à vouloir conserver tant les armes que les centrales nucléaires de la France (3) ;
- il a même déclaré indispensable la modernisation de l'arsenal français, faisant ainsi de la France le principal obstacle à l'élimination des armes nucléaires et justifiant du même coup la prolifération de ces armes dans les Etats qui n'en sont pas encore dotés ;
- la France pousse l'hypocrisie jusqu'à dénoncer les massacres de masse quand il sont perpétrés par des moyens chimiques et par un Etat non doté d'armes nucléaires, mais à les autoriser quand ils sont exécutés par un Etat doté d'armes nucléaires et d'un siège permanent au Conseil de sécurité (4);
- le peuple français n'a jamais été consulté sur cette politique hypocrite, absurde et criminelle qui fait de lui le financeur, le complice, et la victime potentielle de crimes contre l'humanité et de catastrophes nucléaires ;
- ainsi, le seul moyen d'échapper à la dictature nucléaire qu'une caste impose à notre pays comme au reste du monde, c'est d'en appeler au peuple souverain, par la voie du référendum ;

- selon des sondages convergents (WorldPublicOpinion 2008; IFOP 2012), plus de huit Français sur dix sont favorables à l'abolition des armes nucléaires, y compris françaises;
- cette très forte proportion d'avis favorables en dépit de l'omerta qui entoure le sujet rend hautement probable une victoire du OUI, malgré la puissance financière et médiatique du lobby nucléaire, à un référendum demandant la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, ce qui est loin d'être le cas pour un référendum qui porterait seulement sur le désarmement nucléaire unilatéral de la France, ou encore, en l'état de désinformation du public, sur la fermeture de toutes les centrales nucléaires;
- à cela s'ajoutent les arguments d'actualité comme le coût du nucléaire militaire, et la pression internationale croissante, alors que près de 130 Etats réunis pour la première fois avec les ONG à Oslo en mars 2013 ont exigé l'abolition des armes nucléaires en raison de leurs effets catastrophiques et inhumains ;
- il est vrai que les résultats d'un référendum ne sont jamais acquis d'avance, mais une victoire du NON ne ferait que perpétuer pour deux ans (délai de prescription pour une nouvelle consultation référendaire sur le même sujet) la politique militaire officiellement poursuivie par la France, sans consultation, depuis plus de cinquante ans ;
- en revanche, une victoire du OUI ouvrira des perspectives politiques décisives à la sortie du nucléaire militaire, mais aussi à la sortie du nucléaire civil dans la mesure où la campagne préalable pour obtenir un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, puis la campagne en faveur du OUI à ce référendum, auront ouvert un débat national public, médiatique et politique, sur la dangerosité intrinsèque du nucléaire tant civil que militaire et sur l'urgence d'en sortir (5) ;
- des forces militantes et politiques sont d'ores et déjà mobilisées pour la tenue de ce référendum (6) ;

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

Le soutien du Réseau peut être immédiat. Il lui est demandé de soutenir la campagne RAHAN existante (voir la note 5) "par tous moyens à sa disposition". Il s'agit notamment du site Internet du réseau, où une pétition (Appel à référendum), un appel au jeune tournant, etc. pourraient être placés; d'articles à paraître dans la revue; de circulaires électroniques aux groupes, les invitant à relayer l'Appel à référendum, à interpellier les responsables politiques, notamment pendant les campagnes électorales à venir en 2014, etc. La plupart de ces initiatives peuvent entrer dans le cadre des tâches habituelles des salariés. Les dépenses supplémentaires induites seraient donc quasi nulles ou très limitées (au maximum de l'ordre de quelques milliers d'Euros). Toutefois, si le réseau décide de "s'investir" dans cette action, rien ne lui interdit d'investir davantage en termes de documents à diffuser, de subventions, de remboursements de frais pour réunions physiques, ou de salaires.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Jean-Marie Matagne, Alain Dalibard, Julie Thomas, Daniel Robert, Aude Labat + un(e) salarié(e) à mi-temps ou à temps complet, dans la mesure où le réseau accepterait de financer au moins en partie cet emploi.

Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :

Voulez-vous que la France s'engage activement dans le processus d'interdiction et d'abolition des armes nucléaires et que le Réseau « Sortir du nucléaire » soutienne par tous moyens à sa disposition la campagne en cours (campagne RAHAN) pour exiger et obtenir un référendum sur la question suivante : *"Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?"* ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

----- Notes

1. L'énergie nucléaire a d'abord servi à construire des bombes atomiques. Ses usages civils développés après Hiroshima et Nagasaki par les cinq premières puissances nucléaires (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine) leur ont servi à faire oublier ses usages militaires ("Atom for Peace", "l'Atome pour la paix") ; ils ont servi aux suivantes (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord) de paravent et de marchepied pour se procurer la Bombe. Le général Ailleret déclarait en 1968 : « J'ai toujours veillé à ce que nucléaires civil et militaire aillent de pair. Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait. » Réciproquement, la disparition du militaire priverait le nucléaire civil de la motivation et du soutien étatiques dont il bénéficie depuis toujours. Les centrales apparaîtront alors dans leur tragique nudité.
2. Retombées radioactives de plus de 2000 essais atomiques (dont plus de 500 aériens), effets tératogènes des armes dites « à uranium appauvri », contamination permanente par les effluents des centrales nucléaires, les fuites tout au long des chaînes de l'uranium et du plutonium, irradiation et contamination lors d'accidents majeurs comme ceux de Tchernobyl, Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima...
2. Sur le plan militaire, François Hollande a décidé de « sanctuariser les crédits de la force de dissuasion nucléaire dans ses deux composantes, sous-marine et aéroportée ». Les budgets 2013, 2014 et la Loi de Programmation Militaire 2014-2019 confirment cette orientation. Au civil, la situation s'aggrave : la fermeture annoncée pour 2016 mais toujours pas garantie des deux réacteurs de 900 Mégawatts de Fessenheim sera compensée par l'ouverture de l'EPR de Flamanville (1650 MW), qui engagera la France pour plus de 60 ans de nucléaire civil. Les 56 autres réacteurs français resteront en fonction en 2017 alors que la moitié d'entre eux auront dépassé les trente années de fonctionnement initialement prévues. Leur prolongation à 40 ans semblant déjà acquise, le Premier ministre a évoqué leur prolongation à 50 ans "pour financer la transition énergétique" et EDF avance déjà une durée de 60 ans. Bref, la France est condamnée au nucléaire civil et militaire à perpétuité.
3. En effet, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, reprenant le 4 octobre 2013 la "proposition à la fois ambitieuse et simple" du président français devant l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre 2013, d'après laquelle "lorsque le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur une situation de crime de masse, les membres permanents s'engageraient à suspendre leur droit de veto", a tenu à préciser que "pour être réaliste, ce code (de conduite) exclurait les cas où seraient en cause les intérêts vitaux nationaux d'un membre permanent du Conseil". Cf. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/ONU/evénements-et-actualites-lies-aux/actualites-21429/article/suspendre-le-droit-de-veto-en-cas>. Cela revient à dire que les armes nucléaires sont, certes, des instruments de "crime de masse", mais que la France, qui justifie précisément de leur possession par la défense de ses "intérêts vitaux", pourrait les utiliser en toute impunité puisqu'elle ne manquerait pas, en pareil cas, d'invoquer ses "intérêts vitaux" pour opposer son veto à toute sanction de la part de la communauté internationale. Le crime contre l'humanité est donc interdit, sauf aux cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité... dont, et c'est là l'essentiel, la France. Patrie des droits de l'Homme, comme chacun sait.
2. La campagne pour un Référendum et l'Abolition Historique des Armes Nucléaires (RAHAN) lancée en 2012 par le Collectif RAHAN et par l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (dont les propositions aux AG de Dijon en 2008 et de Reims en 2012 ont permis d'introduire l'abolition des armes nucléaires et radioactives parmi les objectifs du Réseau SDN explicités dans sa Charte) vise à obtenir que la France se conforme enfin à ses obligations internationales et s'engage sans délai dans le processus concerté d'abolition des armes nucléaires. Cf. [Participation de la France à l'abolition des armes nucléaires : Pourquoi un référendum et pourquoi CE référendum ?](#)
2. Pendant la campagne présidentielle, [Eva Joly](#) (Europe Ecologie - Les Verts), [Jean-Luc Mélenchon](#) (Front de Gauche) et [Philippe Poutou](#) (Nouveau Parti Anticapitaliste) ont soutenu la demande d'un référendum sur cette question précise, en approuvant l'article 1.2.F de la [Charte pour un Monde Vivable](#). Le 24 juin 2012, [le Conseil fédéral d'EELV a adopté cet objectif à l'unanimité](#) (avec une abstention). La campagne, appuyée par des grèves de la faim dont une de 42 jours, s'est poursuivie avec des jeûnes tournants à travers la France, l'interpellation des parlementaires, et diverses initiatives dont une [Lettre ouverte au Président de la République](#) qui a reçu de nombreux et prestigieux soutiens en France comme à l'étranger. Il s'agit de créer chez nous, en lien avec le réseau mondial *Abolition 2000*, les *Maires pour la Paix* et la campagne internationale ICAN, les conditions d'un mouvement historique massif et irréversible. Cf. <http://mondevivable.over-blog.com> et www.acdn.net

N°17

Action aux côtés des mouvements antinucléaires indiens, accompagné de la réalisation d'un film documentaire et d'un support sur le web (recherche-action)

Bien Profond

Objectif :

L'objectif est de lancer une dynamique de soutien actif aux mouvements anti-nucléaires indiens, notamment à l'aide de la réalisation d'un film documentaire - le film étant utilisé comme outil actif et pas seulement comme résultat. Nous nous focaliserons, en particulier, sur le site prévu par Areva pour l'implantation d'une centrale

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) : 5000 euros sur trois ans

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne : Yann Forget, Michel Boccara

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre une action aux côtés des mouvement antinucléaires indiens, accompagnée de la réalisation d'un film documentaire et d'un support sur le web (recherche-action) ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°18

Campagne 100 ronds points

Solaire 2000

Objectif :

Maintenant que l'effet Fukushima est passé, les grosses manifestations de type chaîne humaine ou autre sont en perte de vitesse et le resteront tant qu'il n'y aura pas un accident grave chez nous ou une nouvelle catastrophe dans le monde.

Pour que nous restions présents dans les médias, une alternative pourrait être d'organiser des actions ronds points un même jour dans toute la France.

En dehors des thèmes de la prolongation de la durée de vie des réacteurs, et des problèmes dans les autres INB, qui intéressent essentiellement les riverains et proches, les fuites récurrentes à Fukushima souvent évoquées dans les médias pourraient aussi être un thème à utiliser lors de ces manifestations.

Ce genre de manifestation, facile à organiser avec quelques militants, de faible coût, ne nécessitant pas de longs déplacements, souvent utilisé à Bugey et ailleurs pourrait être développé et médiatisé.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

Cette action pourrait se dérouler lors du Chernobyl day, où/et lors de la campagne « nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés ! »

Son coût serait à intégrer dans celui de ces manifestations.

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes-vous pour ou contre que le Réseau "Sortir du nucléaire" organise des actions "100 ronds points" lors de nos prochaines manifestations?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°19

Cibler les décisionnaires et faiseurs d'opinion
SDN Paris (SNP) + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

Arguments et considérants :

En 2014 auront lieu en France deux scrutins importants, les élections municipales, et les élections européennes. Les périodes électorales sont des temps forts du débat politique, et sont fortement médiatisées. Le Réseau se heurte à la difficulté de convaincre massivement les citoyens de l'urgence à sortir du nucléaire. Il semble donc judicieux, au vu du contexte électoral proche, de cibler préférentiellement les décisionnaires et les faiseurs d'opinion. Dans ce contexte, nous proposons de nous inviter dans les débats électoraux, en interpellant les candidat-es sur la question du nucléaire par l'envoi de questions écrites ou de lettres ouvertes, afin de :

- faire émerger la thématique du nucléaire dans les débats, et médiatiser au maximum les arguments anti-nucléaires
- obtenir des positions claires des différent-es candidat-es sur cette question, ainsi que des engagements en cas de mandature.

Le Réseau s'engage à fournir aux différents groupes locaux une trame argumentaire permettant de rédiger la question écrite ou la lettre ouverte.

Des actions de terrain menées concomitamment renforceraient la pression médiatique sur les candidat-es et augmenteraient les chances d'obtenir de leur part des réponses, et des engagements clairs. Le Réseau s'engage à fournir l'aide nécessaire aux groupes s'engageant dans cette démarche.

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

1 salarié référent proposant des thématiques qui seront "sensibles" en période électorale : emploi, cout sur le budget de l'état, sécurité ...

1 bénévole référent par groupe local de préférence quelqu'un impliqué dans la vie politique ayant des contacts

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Etes vous favorables à ce que le Réseau mette en oeuvre les moyens utiles afin d'inviter la thématique anti-nucléaire dans les débats à l'occasion des élections de 2014 ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

N°20

Communication dans les écoles

SDN Paris (SNP) + Confluence pour sortir du nucléaire + CIREN

Arguments et considérants :

Étant donné que les industries du nucléaire déploient des sommes énormes en communication pour convaincre en permanence le public que le nucléaire est sûr et efficace.

Étant donné que les politiques au pouvoir ont toujours laissé cette industrie imposée son diktat sans aucune démocratie

Étant donné que seule la pression du peuple pour exiger d'autres solutions en matière d'énergie peut faire évoluer la situation en France.

Étant donné que l'éducation et l'information sont des facteurs importants pour faire évoluer les prises de conscience

Étant donné que l'industrie nucléaire déploie des moyens importants pour diffuser sa propagande dans les écoles et les universités sachant que l'opinion se construit dans la plus tendre enfance

Il faut aujourd'hui, se donner les moyens pour éduquer les enfants et les jeunes dans le sens de la sortie du nucléaire par une information sur les solutions qui existent par la communication de ce qui se passe ailleurs et que le nucléaire n'est pas une situation inéluctable comme on veut leur présenter

Dans cette optique nous proposons que le réseau crée des kits pédagogiques et fasse des formations de formateurs pour permettre aux associations membres d'aller dans les écoles ou universités pour former et informer.

Qu'il crée des liens avec le corps enseignant là où c'est possible et mette en place un véritable réseau d'éducation sur les solutions d'arrêt du nucléaire

Calendrier et coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

coûts envisagés (incluant une estimation du temps de mise en oeuvre par les salariés et les bénévoles) :

- un salarié du réseau coordinateur du projet sur le plan national estimation un quart de son temps
- un bénévole volontaire référent par groupe local intéressé par le projet par exemple un bénévole ayant déjà des contacts avec le secteur de l'éducation nationale

Personnes prêtes à s'impliquer concrètement dans la préparation et la réalisation de cette campagne :

SNP un militant professeur technique en collègue

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous POUR ou CONTRE que le réseau, s'organise pour permettre aux militants des associations membres de mettre en place des actions éducatives auprès du public enfants et jeunes de manière à véhiculer des messages présentant les solutions de sortie du nucléaire ?

Cette motion a reçu un avis favorable de recevabilité du Conseil d'administration.

Autres

N°21

Réhabilitation des militants exclus de façon violente et injustifiée en 2010

Tchernoblaye + SDN Moselle

Arguments et considérants :

Le 3 janvier 2010, le Conseil d'administration du Réseau Sortir du nucléaire rejetait démocratiquement, à la majorité, la procédure de licenciement engagée unilatéralement par le directeur à l'encontre d'un salarié du Réseau, Stéphane Lhomme. Dès le lendemain, bafouant la démocratie interne, un certain nombre de salariés du Réseau Sortir du nucléaire déclenchaient une curieuse "grève" dans le but d'obtenir le débarquement des administrateurs et le licenciement de leur collègue. C'est sous la pression de cette "grève", et devant la menace (inventée) de disparition du Réseau agitée par les "grévistes", que l'Assemblée générale des 6 et 7 février 2010 a été amenée à révoquer l'ensemble du CA. Stéphane Lhomme a été licencié peu de temps après. L'éventuelle validation juridique (encore faut-il attendre le jugement définitif) de cette manoeuvre, organisée préalablement en coulisse de façon à tromper les participants à l'AG, ne la laverait pas pour autant de son caractère abject et indigne d'une organisation militante.

Phrase de synthèse qui sera soumise au vote de l'AG :

"L'assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire reconnaît que Stéphane Lhomme et les membres du CA qui ont majoritairement et démocratiquement refusé son licenciement ont été évincés du Réseau Sortir du nucléaire en 2010 de façon violente et injustifiée."

Êtes-vous pour ou contre la réhabilitation des militants exclus de façon violente et injustifiée en 2010 ?

NB : Le Conseil d'administration rappelle que deux procès l'un au TGI l'autre devant le Conseil des Prud'hommes, initiés par certains administrateurs et par S. Lhomme respectivement, sont actuellement en cours. Cette demande interfère donc avec ces procédures judiciaires impliquant le Réseau. Comme pour les propositions de motions d'orientation et campagne, l'AG devra se prononcer sur la recevabilité de ce texte bien que cette motion ne concerne ni l'orientation stratégique de l'organisation ni les actions ou campagnes qu'elle pourrait mettre en oeuvre.